

Collection dirigée
par Jérôme Bourdieu, Pascale Casanova et Franck Poupeau

Édition originale : Franz Schultheis, Kristina Schulz (Ed.),
*Gesellschaft mit begrenzter Haftung. Zumutungen und Leiden
im deutschen Alltag*, Constance, UVK, 2005

Éditions RAISONS D'AGIR

5, rue de Charonne, 75011 Paris
© ÉDITIONS RAISONS D'AGIR, mai 2015

www.raisonsdagir-editions.org
editions@raisonsdagir-editions.org

Sous la direction de
Franz Schultheis & Kristina Schulz

Société à responsabilité limitée

Enquête sur la crise du modèle allemand

Traduction par Anaïs Cretin, Karim Fertikh et Claudine Girod,
avec le concours de Frédéric Chateigner et Nadine Willmann

Raisons d'agir
COURS ET TRAVAUX

L'Allemagne de près et de loin : une enquête sociologique

Franz Schultheis

Ce livre collectif a été conçu et écrit pour témoigner d'un tournant historique de la société allemande contemporaine. Ce tournant est symbolisé par l'*Agenda 2010*¹, un programme de réformes économiques et sociales mises en place par le gouvernement social-démocrate du chancelier Gerhard Schröder après 2003. Un collectif de chercheurs en sciences sociales venant de toutes les régions allemandes s'était constitué à cette époque de changements radicaux afin de réaliser une sorte de radiographie par le bas fondée sur des témoignages de citoyens de différentes conditions portant sur les transformations du vécu quotidien en Allemagne. Dix ans après, ce livre propose au lecteur français une galerie de portraits sous forme d'entretiens compréhensifs qui lui présente une autre image de l'Allemagne. Cette image contraste, en effet, avec les représentations médiatiques ordinaires et les évaluations louangeuses des performances économiques allemandes si souvent mises en avant dans le contexte international et, singulièrement, en Europe².

1. Les termes en italique suivis d'une étoile renvoient au glossaire.

2. Il va de soi que les témoignages présentés dans ce livre sont datés et que leur contexte social, économique et politique a connu des transformations importantes depuis le début des années 2000, pensons par exemple à l'introduction d'un salaire minimum par le gouvernement allemand actuel au 1^{er} Janvier 2015, innovation importante, même si le montant de ce salaire risque de paraître assez modeste comparé à ce qui existe depuis souvent fort longtemps déjà chez des voisins. Les effets de tels changements en matière de régulation politique et sociale ne doivent pas être surestimés en raison de l'inertie des structures introduites par les politiques de réforme des années 2000, en particulier de la précarisation massive et durable de plusieurs millions d'emplois, à laquelle l'introduction d'un salaire minimum de 8,50 euros ne change pas grand chose. De même, le chômage de longue durée touche toujours une quantité non-négligeable d'Allemands et la pauvreté s'est installée (un enfant sur six vit dans un ménage pauvre en 2014). La face cachée du miracle allemand, qui est l'objet de ce livre, n'a en rien disparu.

Depuis quelques années, l'idée d'un « miracle » allemand, qui hantait déjà, dans le passé, les esprits dans les pays voisins³, est de retour et se montre plus vivace que jamais. Si l'Allemagne avait connu il y a un demi-siècle « trente » années particulièrement « glorieuses » et étonnait le reste du monde par son dynamisme économique, le « miracle » semble se répéter depuis le milieu des années 2000 : alors que tous les pays (post-)industriels ont connu une crise plus ou moins poussée et durable, l'Allemagne a pu se distinguer nettement de la moyenne européenne par ses performances enviables et par un taux de chômage très faible.

Au même moment, l'Allemagne entrait, sous le gouvernement social-démocrate de Gerhard Schröder, dans une nouvelle ère économique sous le signe d'un programme de redressement appelé *Agenda 2010*. Si le « papier Blair-Schröder » de 1999 peut en être considéré comme précurseur, c'est le 14 mars 2003 que Schröder a annoncé au Parlement ce programme de réformes qui redéfinissait les règles du jeu de l'État social – ou vaudrait-il mieux parler de dérégulation ? Il visait la modernisation d'un marché du travail qui serait marqué par un manque de flexibilité : le droit du travail et le droit social seraient trop favorables à la garantie du statut de salarié et les emplois flexibles (à temps partiel, intérimaires, etc.) manqueraient. C'est sous le concept emblématique d'*Ich-AG* (qu'on pourrait traduire par « moi-société anonyme »), désignant le soutien apporté aux chômeurs créant leur activité professionnelle, que cette nouvelle philosophie s'est introduite dans le *Zeitgeist* allemand des dix dernières années et y a laissé des traces profondes et durables.

C'est à cette époque que ce livre est né de la volonté d'analyser sociologiquement, par des entretiens compréhensifs, les appropriations et les conséquences subjectives des transformations sociales que l'Allemagne a connues depuis sa réunification. Le retrait de l'État social de ses missions et responsabilités traditionnelles, ainsi que l'affaiblissement de l'idée même de prévoyance solidaire sont des leitmotiv dans les témoignages présentés ici. Ils traversent les récits recueillis auprès des enquêtés quels que soit leur origine sociale et géographique, leur âge, leur genre, leur métier et leur statut, comme une source de malaise collectivement partagée. Si chacun de nos interlocuteurs l'exprime à sa manière et par

3. Rappelons par exemple le livre publié par Alain Peyrefitte en 1976 sous le titre *Le Mal français* (Paris, Fayard), qui mobilisait le miracle allemand pour souligner l'inertie de la société française.

des mots qui lui sont propres, et si d'autres points de jonction entre histoire collective et histoire individuelle (la réunification, l'épuisement des utopies sociales des années 1960, la managérialisation des secteurs professionnels, etc.) s'expriment dans leurs propos, il reste que l'ensemble de ces voix crée une sorte de polyphonie autour d'une mélodie partagée et d'un malaise collectivement ressenti. Bien sûr, le concept de représentativité est déplacé dans le contexte d'une étude qualitative fondée sur un échantillon de quelques douzaines d'enquêtés. Néanmoins, les auteurs de cette étude ont pu constater une convergence dans le regard des personnes interrogées sur les réalités sociales de leur pays.

Ce livre est le fruit d'un travail collectif de deux ans, inspiré d'une étude française d'ores et déjà classique dirigée par Pierre Bourdieu sous le titre *La Misère du monde*. Une trentaine de chercheurs de statuts et d'âges divers, femmes et hommes, venant de toutes les régions allemandes, des nouveaux *Länder* de l'ex-République démocratique allemande (RDA) comme des régions de l'ancienne République fédérale d'Allemagne (RFA), ont participé à cette entreprise financée par la *Deutsche Forschungsgemeinschaft*, le centre allemand de recherche scientifique. Les portraits sociologiques qu'ils ont dressés de leurs contemporains à partir d'entretiens qualitatifs denses et souvent longs de plusieurs heures représentent tout d'abord des contributions « individuelles » de leurs auteurs respectifs, mais ont été en même temps objets de lectures croisées et de débats collectifs intenses ayant permis de donner à l'ensemble une cohésion en matière de problématiques sociologiques et une cohérence en ce qui concerne le style et la tonalité des portraits livrés.

Cette étude entend contribuer à l'établissement d'un diagnostic social en usant des moyens classiques de la sociologie compréhensive (c'est-à-dire en posant les questions de la sociologie générale avec les méthodes de la recherche qualitative). Elle part des expériences quotidiennes et des perspectives et catégories d'interprétation subjectives de nos interlocuteurs, pour ensuite détacher ces « portraits » de la sphère des destins individuels et des cas particuliers, au moyen de « cadrages » macrosociologiques et sociostructurels. Par là, l'enquête cherche à montrer comment ces témoignages sur la souffrance sociale ordinaire peuvent avoir un caractère exemplaire pour l'analyse de la société allemande contemporaine.

Notre objectif n'était pas seulement d'engager la conversation avec des concitoyens de milieux et d'origines très divers ; ni de leur donner la parole, de les faire entendre ou encore de leur prêter la plume, à eux qui, en temps normal, n'ont pas voix au chapitre, ne sont pas écoutés et encore moins lus. Bien que ce fût là, en soi, un souci central pour la stratégie et l'éthique de notre recherche, il s'agissait aussi de traiter les témoignages recueillis, porteurs de représentations et d'interprétations subjectives, comme des données à chaque fois spécifiques, c'est-à-dire comme des images de la société, développées depuis un point particulier de l'espace social et selon un angle de vue propre. Ce faisant, les propos des enquêtés ne sont pas livrés sans commentaires, comme s'ils condensaient immédiatement et sans questionnement possible une vision du monde qui se suffirait à elle-même, ou comme s'ils constituaient des documents « authentiques » : bien au contraire, ils sont compris et traités comme l'expression d'une perception singulière de la réalité, toujours dépendante de la position occupée et de la perspective adoptée par ceux qui l'énoncent⁴.

La construction d'un tel cadre sociologique, dans lequel la manière dont les individus décrivent et interprètent subjectivement leurs conditions de vie, ne saurait se réduire au savoir quotidien qu'ils transmettent à l'enquêteur. Si l'on aspire à une « *compréhension générique et génétique* de ce que [l'acteur] est, fondée sur la maîtrise (théorique ou pratique) des conditions sociales dont il est le produit⁵ », alors on a besoin d'en savoir autant que possible sur la partie de la réalité sociale que l'on considère dans les entretiens, ceux-ci en étant une de ses expressions possibles. Il convient aussi de réunir des données sociostructurelles de cadrage sur le profil et la trajectoire des groupes de populations qu'on rencontre typiquement dans cet univers, ainsi que des données sur les conditions de vie matérielles qui leur sont propres. Ce cadrage sociologique a été construit par les chercheuses et les chercheurs en charge des entretiens, pour préparer l'enquête, mais aussi en partie durant l'analyse de contenu.

En dépit de toutes leurs différences, ces portraits ont en commun un enjeu sociologique : la recherche – pour reprendre les mots de

4. Lors du travail sur les entretiens, les noms de lieux et de personnes ont été modifiés.

5. Pierre Bourdieu (dir.), *La Misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 910.

Max Weber – d'une approche compréhensive du « ressenti » [*Befindlichkeit*] des hommes ordinaires et de leurs « façons de vivre » dans un contexte de ruptures économiques. Ils mettent en évidence les manières dont l'expérience de la crise, le malaise et la désorientation, lorsque les structures de probabilités du monde se révèlent friables et même caduques, à la lumière des chocs fondamentaux affectant les trajectoires-types traditionnelles. Les expériences de souffrance sociale qui émergent ici appartiennent à la tradition du diagnostic social, qui définit la sociologie comme « science de la crise ». Il s'agit, au moyen d'entretiens qualitatifs avec des individus ordinaires mais de différentes origines et positions sociales, de rendre cette souffrance compréhensible, autrement dit qu'elle fasse sens.

La sélection des personnes interrogées a accompagné l'ensemble du processus de recherche dont l'orientation a été définie collectivement lors de la première rencontre de travail de l'équipe de recherche. À cette occasion, on a demandé à tous les collaborateurs de penser d'ores et déjà à des enquêtes potentiels, de dresser le portrait fictif, très ouvert, de l'entretien et de le présenter aux autres participants du séminaire. Les questions centrales, lors de cette première étape, étaient : qu'est-ce qui rend ce cas intéressant ? En quoi pourrait-il mettre en évidence des traits typiques de l'évolution de la société allemande contemporaine ? Dans quelle mesure les formes de souffrance vécues au niveau individuel donnent-elles à voir les ruptures et les changements sociaux de ces vingt dernières années ? Comment la destinée individuelle et les transformations structurelles de la société dans son ensemble s'entrelacent-elles ?

Le panorama que nous dressons repose sur une sélection effectuée à partir d'une centaine d'entretiens conduits par notre équipe. Il donne à voir une large palette de l'espace géographique et social allemand. Certains domaines qui concentraient des problématiques particulières ont aussi émergé. En parallèle à l'attention portée aux entretiens, les chercheurs ont travaillé à repérer des problèmes fondamentaux de la société allemande d'aujourd'hui sur la base de la collecte de données statistiques, de la recension de la littérature disponible sur l'état actuel de la RFA, ainsi qu'à travers l'analyse de la presse quotidienne et hebdomadaire.

Cette double stratégie de recherche, combinant les approches *top-down* et *bottom-up*, a permis de dégager des axes thématiques qui se reflètent dans les critères utilisés pour sélectionner les enquêtés. Dans le choix des entretiens, la prise en compte des carrières et des trajectoires individuelles a joué un rôle essentiel, de même qu'une première analyse, approfondie par la suite, de la dynamique d'évolution d'espaces et de champs sociaux particuliers.

La sélection des enquêtés ne s'est faite ni sur le critère d'une «représentativité statistique», quoiqu'on veuille dire par là, ni sur le réquisit d'une synthèse «exhaustive» du point de vue de la géographie ou de la topographie sociale. Nous n'avons pas voulu donner dans une telle illusion et mesurer notre approche qualitative, ou pour mieux dire compréhensive, à l'aune inappropriée de la recherche quantitative. Si nous avons tenu pour pertinent et probant l'échantillon de la population allemande que nous avons collectivement défini, c'est en raison du large spectre de qualifications que représentaient les trente membres de l'équipe de recherche. Ceux-ci, spécialisés en effet dans les domaines les plus divers, disposent d'un accès à des espaces sociaux très variés pour le recrutement des enquêtés, et leurs connaissances peuvent être sollicitées pour éclairer des problèmes très différents. En outre, les arbitrages ont été précédés d'une discussion critique autour de *La Misère du monde*. Certes, il régnait dans notre groupe composite un large consensus sur le fait que les domaines thématiques qui avaient émergé d'un livre sur la société française contemporaine n'avaient pas nécessairement la même pertinence pour l'analyse de la société allemande. En même temps, nous étions d'accord qu'il n'était pas besoin ici de «réinventer la roue»: nous pouvions fort bien nous appuyer de manière critique et réflexive sur une étude de référence, pour ensuite, dans le processus concret de la recherche et sur la base de longues discussions de groupe, faire apparaître les parallèles et les divergences, les expliquer, et les traiter théoriquement et méthodologiquement.

Cette réflexion a permis de faire émerger cinq thèmes centraux autour desquels regrouper les entretiens: les changements du monde du travail, les transformations de l'Allemagne de l'Est après la réunification, l'éducation et la formation, les «producteurs de sens», et les gens qui vivent en marge de ce qui est considéré comme la société

normale. Naturellement, certains entretiens recouvrent plusieurs thèmes. Un entretien avec un universitaire russe qui travaille dans le bâtiment peut être interprété à la lumière de la problématique du marché du travail, mais la trajectoire de cet homme le situe aussi à la marge de la société, si bien que l'analyse de l'entretien englobe deux thèmes. Cela apparaît, d'une part, dans le fait que les analyses des entretiens ne représentent qu'une interprétation parmi d'autres possibles. Mais le but du travail collectif était, pour chaque cas, de livrer une analyse aussi complexe que possible des exigences abusives de la vie quotidienne qui engendrent la souffrance sociale aujourd'hui. D'autre part, la manière concrète dont les cas ont été affectés aux unités thématiques a amené certains entretiens, pourtant proches par les problèmes qu'ils abordent, à se retrouver dans des chapitres différents. Ici, les lectrices et lecteurs sont encouragés à lire «en diagonale». Quelqu'un qui s'intéresse aux conditions de vie des jeunes en Allemagne trouvera dans presque chaque chapitre un entretien sur ce sujet. Une édition numérique aurait permis de briser la forme classiquement linéaire du texte et d'envisager parmi tous ces portraits une multitude de chemins, avec une lecture interactive des entretiens. Néanmoins, le fait que cet ouvrage se présente «seulement» sous la forme d'un livre n'est pas uniquement lié aux pratiques encore majoritaires de production et de réception des textes. Nous étions aussi d'avis qu'il entraînait dans les missions des sciences sociales, pour autant qu'elles sont orientées par la formulation de problèmes, de construire au mieux l'objet de recherche (et cela, de manière compréhensible), mais aussi d'exposer les structures explicatives que le long processus de recherche a produites et de les livrer par là à la discussion.

La lecture de ce livre collectif devrait contribuer à contrebalancer une version dominante du «grand récit» de la réussite globale du «modèle allemand» en offrant un autre regard sur les réalités sociales du pays et en rappelant le prix social élevé à payer par un nombre croissant de citoyens. Le «modèle allemand», si l'on veut aller au-delà de simples clins d'œil et de pures incantations politiques, est indissociable des réformes néolibérales de l'État social et de ce trouble collectif face aux nouvelles injonctions et aux nouvelles souffrances, qui ne sont pas seulement le «coût» du «miracle» économique, mais

aussi son moyen. Ce sont ces appropriations des nouvelles règles du jeu par les individus que cet ouvrage s'est attaché à restituer.

La version originale de l'ouvrage présenté ici en langue française a été publiée en allemand en 2005 à partir de recherches menées depuis 2002. Quel intérêt la lecture d'une telle étude peut-elle encore avoir pour le lecteur français d'aujourd'hui ? Ne risque-t-elle pas d'être, au moins en partie, d'ores et déjà dépassée par les événements de la décennie passée ? Ne représente-t-elle pas une sorte de radiographie momentanée d'une conjoncture historique particulière dont les résultats seraient datés ? Selon la réponse que l'on veut donner à ces questions, des choix éditoriaux différents s'imposeraient.

Le livre propose une sorte de galerie de portraits de contemporains s'appuyant sur des entretiens compréhensifs. Il n'était donc pas question de toucher aux « choses dites » et de manipuler ces témoignages, qui forment la dimension-clé de l'étude. En revanche, les parties analytiques et diagnostiques, tels le chapitre « La face cachée du miracle allemand – L'État providence en crise » ou encore la conclusion, auraient pu être mises à jour. Cependant, ce livre collectif a été conçu tel qu'il se présente, comme un ensemble de parties interdépendantes et non comme un recueil de textes plus ou moins hétérogènes, et on pourrait donc aussi bien plaider pour une sauvegarde de sa *Gestalt* initiale. Si nous avons finalement opté, à quelques corrections près, pour la seconde solution, cela s'explique par le choix stratégique de ne pas extraire des parties de leur contexte socio-historique particulier au profit d'une actualité et d'une proximité plus grandes pour le lecteur d'aujourd'hui.

Même si certains traits économiques, politiques et culturels de la société allemande ont connu des changements plus ou moins notables, les auteurs de cette étude sont convaincus que ces changements sont venus renforcer les réalités et accentuer les conditions sociales d'existence mises au jour et analysées dans ce livre, dont le titre « Société à responsabilité limitée » – une société dans laquelle la responsabilité de la société envers les individus se donne de nouvelles limites – nous semble plus pertinent que jamais. Les entretiens constituent autant d'appropriations individuelles de la redéfinition des limites entre solidarité

collective et responsabilité individuelle : des pans entiers du modèle allemand actuel ont été mis en place précisément à cette époque, qui constitue une charnière dans l'histoire de l'État social allemand. Cette thèse s'est aussi trouvée prolongée par les données issues de deux autres grandes recherches sociologiques menées par des membres de notre collectif de chercheurs depuis l'année 2005. D'un côté, une étude compréhensive fondée sur des entretiens qualitatifs avec des représentants de métiers et de statuts professionnels les plus divers a été menée sur les transformations du monde du travail⁶. D'un autre côté, une enquête en cours sur la transformation des services publics dans les pays de langue allemande met en lumière les effets des dynamiques de changement socio-économiques dans la vie quotidienne des salariés.

6. Berthold Vogel, Franz Schultheis et Michael Gemperle (dir.), *Ein halbes Leben. Biografische Zeugnisse aus einer Arbeitswelt im Umbruch*, Constance, UVK Verlagsgesellschaft, 2010.

Traduire GmbH. Note des traducteurs

Anaïs Cretin, Karim Fertikh, Claudine Girod

Cette version française de *Gesellschaft mit begrenzter Haftung* (GmbH), « société à responsabilité limitée », ou pour reprendre le jeu sur le sigle allemand, « à responsabilité restreinte », résulte d'un processus de traduction particulier. Chacun des textes doit, en effet, être lu comme le fruit d'échanges entre plusieurs traducteurs disposant de compétences et de connaissances particulières. Le choix de cette démarche répond au caractère collectif de la conception du livre de départ et aux problèmes particuliers que pose la traduction d'un texte supposant la maîtrise d'une pluralité d'univers de référence, ceux des sociologues, mais surtout ceux des enquêtés dans leur diversité.

La transcription des entretiens restitués dans le cadre de l'étude originale préservait certaines des marques de l'oral et des marques sociolinguistiques liées à la nature du rapport social instauré dans le cadre de l'entretien, aux positions sociales et à l'origine géographique⁷ des locuteurs : lexique, ruptures syntaxiques, interjections, transcription de particularités phonétiques, etc. Il convenait donc de rendre en français ces marques de l'oral et ces marqueurs sociolinguistiques. La reconstruction des contextes sociolinguistiques s'est appuyée sur les analyses et contextualisations proposées par les auteurs mais aussi sur ce que les transcriptions originales donnent à voir des positions des locuteurs, que des discussions entre traducteurs ont permis de mieux faire apparaître⁸.

Les entretiens transcrits portent également la marque du contexte général dans lequel ils sont produits. Les traces les plus évidentes en

7. Malgré l'importance des « dialectes » en Allemagne, les entretiens originaux ne laissent guère sentir ces différences dialectales. Cependant, on a gardé les différences lexicales entre les locuteurs originaires de l'ex-RDA et ceux des anciennes régions de l'Ouest pour un même signifié.

8. Pour certains sociolectes, des locuteurs natifs nous ont également apporté leur aide. Que soient ici particulièrement remerciés Frithjof Brauer, Dimitri Mader, Maik Schnierer et Anne Seitz.

sont les renvois, explicites ou véhiculés par certains mots ou expressions, à des réalités sociales, culturelles, historiques, juridiques, politiques, géographiques, etc., aux nomenclatures spécifiques en matière d'éducation, de travail, de protection sociale ou encore d'organisation administrative : les « Russes » pour désigner les immigrés d'Europe de l'Est et, surtout, d'ex-URSS, la « société des deux tiers » – renvoyant une conception répandue d'une société scindée en deux tiers de stables et un tiers de précaires –, l'organisation du système éducatif et de formation professionnelle, par exemple. C'est pourquoi les traducteurs ont ajouté des informations nécessaires à la compréhension des mondes vécus des enquêtés. Ces informations à destination des lecteurs français peuvent apparaître dans l'explicitation de sous-entendus dans le texte (lorsque cela a été possible), ou encore sous forme de notes de bas de page et dans un glossaire annexé à l'ouvrage. Dans celui-ci, le lecteur trouvera également des schémas, comme ceux de l'organisation de l'enseignement primaire et secondaire en Allemagne ou des cartes du territoire allemand permettant de situer géographiquement les enquêtés. Les mots en italiques suivis d'une étoile renvoient à ce glossaire – seule la première occurrence dans un chapitre ou un entretien fait l'objet de ce renvoi.

Cette traduction met aussi en contact plusieurs espaces de production et de réception distincts : ceux des sciences sociales, en France et en Allemagne, qui produisent ou s'approprient des méthodes et des concepts ; celui des traductions des sciences sociales allemandes, qui charrient leurs traditions (notamment les références à Max Weber) ; et, bien sûr, ceux des enquêtés allemands et des lecteurs français. Au prix de ces médiations et de ces appropriations croisées, le vécu des enquêtés allemands peut « parler » aux lecteurs français et mettre en évidence, au-delà des situations personnelles et des contextes nationaux, les transformations actuelles des sociétés européennes.

Enfin, en raison du volume de l'ouvrage originel, une sélection a été réalisée dans le corpus des entretiens dans l'optique de leur publication à destination d'un public francophone, et quelques passages brefs ont été laissés de côté. De même, au cours du processus éditorial, douze entretiens présents dans le livre paru en allemand ont été laissés

de côté pour cette traduction française. Les modifications, réalisées en collaboration entre directeur de l'ouvrage, éditeurs et traducteurs, n'ont pas touché l'économie générale de l'ouvrage, ni le sens général des chapitres concernés. Les introductions des parties devaient ainsi prendre en compte la suppression de certains entretiens et le volume de l'ouvrage initial a aussi conduit à alléger certains développements. Les interventions sont cependant restées minimales. Il convient, enfin, de noter que l'introduction a été réalisée en vue de la publication de la version française de l'ouvrage. De même, le premier chapitre, de la main de Michael Vester a été retravaillé par son auteur pour clarifier la structure sociale allemande à l'adresse du lecteur français⁹.

9. En plus des trois traducteurs principaux, Nadine Willmann et Frédéric Chateigner ont contribué à ce travail ; leurs noms sont mentionnés dans les textes à la traduction desquels ils ont participé. Les relecteurs de l'ouvrage ont suggéré un ensemble de modifications dans les traductions, et ont participé à leur amélioration. Nous leur adressons nos remerciements. Merci aux auteurs du livre que nous avons contactés. Franz Schultheis a accompagné le processus de traduction à toutes ses étapes.

La face cachée du miracle allemand L'État providence en crise et l'amertume des milieux populaires¹⁰

Michael Vester

« Mieux vaut une erreur bien ordonnée
qu'une vérité complexe. »

JOHN KENNETH GALBRAITH

Les transformations qui ont affecté l'Allemagne et l'ont orientée vers une précarité accrue sont les conséquences du fonctionnement de son économie : d'un côté une industrie de pointe tournée vers l'exportation, et de l'autre des emplois de services. Cette organisation de l'économie plombe la demande intérieure. En 2014, pourtant, le « modèle » économique allemand est prescrit au reste de l'Europe comme remède, certes douloureux, mais qui bientôt devrait porter ses fruits. Or l'envers du « miracle » allemand a déstabilisé les couches sociales moyennes¹¹, désormais affectées par la précarité du travail et la réduction de la protection sociale qui avait d'abord touché les classes populaires et les minorités (femmes, immigrés, enfants d'immigrés).

Le phénomène de déstabilisation des couches moyennes ne date pas d'hier. En 1998, ce processus avait conduit à l'échec électoral du gouvernement conservateur et libéral de Helmut Kohl. Lorsque le gouvernement fondé sur une coalition entre sociaux-démocrates et écologistes (dite « coalition rouge-verte ») et conduit par Gerhard Schröder lui a succédé, il promettait de réduire les insécurités sociales

10. Ce texte constitue une version remaniée (en 2013) du texte original (NdT).

11. Voir la carte des milieux sociaux, p. 33. L'expression *soziale Mitte* désigne les groupes centraux sur le schéma, entre les milieux bourgeois supérieurs et les milieux populaires sous-privilégiés (NdA et NdT).

qui s'étaient accumulées dans la décennie précédente. Ces espoirs ont été déçus. La coalition rouge-verte a renforcé les inégalités. En 2003, elle a accepté l'*Agenda 2010** proposé par Schröder, agenda qui introduisait un démantèlement de la protection sociale pour les couches moyennes et inférieures. Pour les alliés de cette coalition, le coût électoral a été important; il s'est manifesté par une série de défaites électorales, dont la plus symbolique a été la perte de la Rhénanie du Nord-Westphalie en 2005.

La forte augmentation des exportations industrielles n'y a rien changé. Certes, chômage et dette publique ont baissé, mais cela n'est qu'un résultat de façade. Sur les quelques 42 millions d'habitants en Allemagne qui ont un emploi, plus d'un cinquième touchent des salaires si bas qu'ils ne peuvent vivre sans un revenu d'appoint. Plus de la moitié des salariés travaillent en contrat à durée déterminée, sans sécurité, et ont de faibles revenus. La stabilité formelle des budgets de l'État masque le fait que les écoles, les universités, les hôpitaux, les infrastructures sont sous-financés, n'ont pas assez de personnel et ne remplissent pas leur mission de manière satisfaisante. S'opposent ici «l'opulence privée et la misère du public [*private opulence and public squalor*]», le luxe des privilégiés et le délabrement des services publics, comme Galbraith l'a décrit¹².

Avec un tel bilan, le modèle allemand, fondé sur l'exportation, a atteint ses limites. Les économies qui permettent la baisse du prix des produits exportés sont réalisées sur les revenus salariaux et les services publics, et produisent un cercle vicieux en contribuant à l'affaiblissement de la demande intérieure de l'économie allemande. Ce qui en fait une sorte de droguée, encore plus dépendante de la demande qui doit venir des pays étrangers.

12. John Kenneth Galbraith, *L'ère de l'opulence*, Paris, Calmann-Lévy, 1964.

Le retour des différences de classes

Le retour des différences de classes¹³ transforme les perceptions les plus communes de la réalité. Vues d'en haut, les petites différences, qui sont si importantes au quotidien, s'estompent. Elles sont alors remplacées par des caractérisations éculées, binaires, du type riche ou pauvre, conceptuel ou matériel, assidu ou paresseux, ou encore cultivé ou non – autant de différences condensées dans l'opposition entre des élites d'un côté, et de l'autre, la masse.

Selon le point de vue, ce schéma peut prendre différentes significations. La bourgeoisie intellectuelle [*Bildungsbürgertum*]* se tourne, par charité, vers les «pauvres victimes». Elle déplore la prétendue réapparition d'une nouvelle société de classes en Allemagne, liée à l'exclusion (quasi héréditaire) du monde du travail et de l'éducation de certains groupes, ou bien au retour du groupe des travailleurs à bas salaires et peu qualifiés. Se démarquant de cet ethos de l'assistance, les «réalistes» parmi les journalistes, prélats, politiciens et autres autorités faiseuses d'opinion comparent les gens du peuple à des «enfants gâtés», pour qui les choses iraient en réalité beaucoup mieux que pour les sous-privilegiés de leur propre pays ou bien ceux du tiers-monde, ou encore pour les victimes de catastrophes naturelles. Ils regrettent le manque de performance et de flexibilité du peuple, et se plaignent de sa tendance à se prélasser dans le «giron» de l'État providence plutôt que de prendre ses propres responsabilités.

Ces deux manières de voir, prêchées avec gravité et pathos, revêtent les oripeaux idéologiques à peine dépoussiérés de l'Europe du XIX^e siècle, lorsque la révolution industrielle créait de nouvelles divisions sociales et que les politiques libérales aggravaient l'absence de protection des individus. La vieille critique psychologisante de l'«hédonisme»,

13. Le thème du «retour» des classes sociales s'inscrit dans un débat allemand qui, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, avait été dominé par l'idée de disparition des classes sociales en Allemagne. Cette idée s'était imposée notamment avec les travaux de Helmut Schelsky dans les années 1950 sur la «société nivelée de classe moyenne» [*inviellierte Mittelstandsgesellschaft*], mettant en avant la mobilité sociale puissante amenant au nivellement de la stratification sociale. Après une relative éclipse à la fin des années 1960 et dans les années 1970, l'idée de la «fin des classes sociales» reprend une nouvelle force dans les années 1980 autour de multiples travaux sociologiques sur la stratification sociale en Allemagne (NdT).

selon laquelle les gens ne rechercheraient que leur avantage à court terme et ne penseraient pas au lendemain, se trouve réactivée : en 1798 déjà, le pasteur puritain Thomas Robert Malthus voyait dans le désœuvrement de masse la cause d'une «surpopulation», résultat d'une sexualité débridée et de la recherche de jouissances répétées, ce qui serait «corrigé» par la faim, les épidémies et la guerre.

Aujourd'hui, la rhétorique est moins rude mais la logique reste la même. Ainsi, la thèse du «problème démographique» voit dans l'allongement de l'espérance de vie une catastrophe coûteuse pour les caisses de retraite – avec, à l'appui, des chiffres qui ne tiennent pas compte du fait que, même en cas de croissance économique faible, le PIB aura au moins triplé d'ici 2050, si bien que les dépenses de l'État social pourraient tout à fait être assumées. Pour compléter ce scénario, on détourne l'attention sur des événements que l'on fait passer pour «naturels», comme les migrations de populations, qui conduisent les ethnies «étrangères» et les communautés religieuses à infiltrer voire à «dominer» les sociétés; c'est le «bouleversement des valeurs» incitant des millions de femmes du pays à délaisser leur foyer pour se presser sur le marché du travail; ou bien c'est l'«inflation scolaire» qui fait que des millions de «sous-doués» surpeuplent trop longtemps et en trop grand nombre des institutions éducatives coûteuses. Depuis les années 1970, instituts ou *brain-trusts* de plus en plus nombreux et richement dotés effectuent, hors du champ scientifique, des recherches et des publications sur ces scénarios. Ce qu'ils livrent aux médias est en contradiction totale avec les diagnostics unanimes des sciences sociales et de la recherche internationale sur le marché du travail et sur l'éducation.

Le nouveau système idéologique est autoréférentiel; c'est un système de pensée fermé, qui résiste à l'expérience du peuple et à l'examen des savants. En guise d'argumentation, il lui suffit d'avancer qu'un peuple qui aime à se prélasser et une science qui ne pense qu'à défendre son pré carré sont bien trop hédonistes et égoïstes pour comprendre qu'il faut faire des économies. Dans ce discours, on retrouve des idées ressassées depuis la révolution industrielle lorsque l'économie libérale promettait de favoriser le développement économique. Le meilleur stimulant pour inciter les «classes pauvres et laborieuses», comme on les appelait à l'époque, à travailler plus et à vivre de manière vertueuse, c'était les

bas salaires. Et pour la bourgeoisie possédante, les meilleurs stimulants, c'était le travail à bas coûts et les gros profits. Car les membres de cette bourgeoisie étaient déjà considérés à l'époque comme tellement vertueux que, plutôt que de consommer leurs gains, ils les investiraient et créeraient ainsi de nouveaux emplois.

Changement de paradigme : d'un État social à vocation universelle à un État d'assistance résiduel

C'est justement cette asymétrie, qui dit que les uns doivent être stimulés par la pénurie (baisse des revenus) et que les autres doivent l'être par l'abondance (diminution des «charges» et abaissement des taxes), qui est à la base du changement de paradigme que constitue l'*Agenda 2010*.

La social-démocratie conduite par Schröder arrive au pouvoir en 1998 en promettant «l'innovation et la justice». La coalition chrétienne libérale, conduite par Helmut Kohl, avait provoqué un fort mécontentement parmi les salariés, les syndicats et même les électeurs de la CDU lorsque, en 1996, le gouvernement avait remis en question le maintien de la rémunération en cas de maladie. Malgré ses promesses de campagne axées sur la baisse du chômage, Schröder met en œuvre une politique de baisse d'impôts pour les entreprises au détriment du niveau de protection sociale des salariés. Jusqu'en 2002, le SPD perd une partie des élections dans quatre *Länder* (régions), en raison surtout de l'abstention de ses électeurs traditionnels parmi les salariés qualifiés. En 2002, la coalition rouge-verte remporte de justesse les élections au Bundestag. Et, au début de l'année suivante, Schröder est sous le feu nourri de la critique : son parti perd des membres et on lui reproche, dans les médias, son «incapacité d'action», son inaction face au «blocage devant les réformes». En février, c'est la sanction : le SPD perd deux élections régionales-clés.

Schröder considère alors que «le remède était bon, mais la dose trop faible». Le rythme de la politique de déréglementation libérale, qui jusque-là était restée limitée à une série de mesures isolées et modérées, grâce à des compromis avec les intérêts des salariés, s'accélère au point qu'on a pu parler de «changement de cap». Dans son discours

d'investiture du 14 mars 2003, sans aucune discussion, sans avertissement, Schröder annonce l'*Agenda 2010*. Il ne contient aucune perspective ni explication significatives ; juste une liste de dépenses à diminuer, une sorte de catalogue d'allègements demandés par les fonctionnaires du budget et les chefs d'entreprise. Le cœur de ces mesures concerne les politiques du marché du travail et de la santé. Dans ces deux domaines, la privatisation des risques sociaux se substitue aux garanties de l'assurance sociale. Dans le domaine de la politique de la santé, Schröder annonce une participation individuelle plus importante aux frais, les indemnités journalières en cas de maladie devant désormais passer par des assurances privées. Les « frais supplémentaires de consultation » introduits plus tard, qui devaient diminuer le nombre de visites chez le médecin, produisent un effet symbolique particulier. Car, selon Schröder, « une mentalité de self-service a remplacé le sentiment de solidarité ». Il provoque une vague de protestations qui va durer des mois.

Quatre autres mesures de Schröder promettent des baisses de cotisations pour les patrons, au détriment des salariés. Pour « maîtriser » les prétendus frais liés au salaire, c'est-à-dire les contributions à l'assurance sociale, la durée de l'indemnisation du chômage passe à douze mois (au lieu de dix-huit auparavant) et, après ces douze mois, la seconde période d'indemnisation [ALG II*] fusionnera avec l'aide sociale au plus bas niveau. De plus, les impôts et taxes des entreprises, qui ont déjà baissé, diminuent encore. Le licenciement est facilité pour les petites entreprises. Et enfin, au cas où les syndicats refuseraient de revenir sur le caractère obligatoire des conventions sur les rémunérations, en acceptant davantage d'accords exceptionnels directs avec des chefs d'entreprise – donc des baisses de salaires –, ils sont menacés de mesures législatives.

Ici aussi, la politique se fait accusation morale. La baisse de l'indemnisation du chômage doit agir comme « incitation au travail » – donc comme une mesure pour obliger les supposés réfractaires au travail à accepter des bas salaires. « À l'avenir, explique alors Schröder, il ne sera plus permis à personne de s'en remettre à la société. Celui qui refuse un travail acceptable – nous changerons les critères de l'acceptabilité – devra s'attendre à des sanctions. »

Ce reproche moral proféré sur un ton menaçant contre la paresse et le gaspillage provoque un profond mécontentement chez les salariés,

qui refusent de se laisser rabaisser au statut d'enfants irresponsables. On ne peut se contenter d'imputer le style de Schröder à son parcours – ascension à partir d'un milieu stigmatisé et défavorisé, notamment par l'appropriation d'une culture de l'autodiscipline, liée au protestantisme de sa ville d'origine, Detmold. Son style est partie intégrante de l'idée, apparentée bien sûr à la morale puritaine, que le chancelier avait déjà annoncée en 1999 dans le « papier Blair-Schröder¹⁴ », et qui entrait en affinité avec l'ethos des parvenus de la « nouvelles économie ».

Le sociologue Anthony Giddens et un autre « penseur » du *New Labour* de Tony Blair, Peter Mandelson, conseillent alors au SPD de se défaire de la « base étriquée de la couche ouvrière traditionnelle », qui ne s'intéresse qu'à la redistribution matérielle. À la place, on devrait investir de nouvelles couches, les prestataires de services et leurs « valeurs postmatérialistes » – « au-delà de l'opposition droite-gauche » : l'écologie, l'égalité des femmes, la multiculturalité, la pluralité des styles de vie, etc. Cette image de la société véhicule une dévalorisation puritaine des milieux populaires, considérés comme paresseux et égoïstes. Elle idéalise, en retour, les couches supérieures de la hiérarchie sociale. Pareil diagnostic a ainsi abouti à un nouveau discours puritain vertueux. L'État devrait inciter les citoyens à l'épargne et à la responsabilité, et empêcher toute possibilité de « mésusage » et de dilapidation des prestations sociales.

La politique de Schröder serait tout aussi mal comprise si on l'expliquait seulement par une passion personnelle pour les jeux de pouvoir et la volonté de se faire une place au soleil. Son habitus entier et son intégrité sans faille font qu'il incarnait plus qu'aucun autre une certaine vision du monde. Il était sans aucun doute fermement convaincu de la justesse du pronostic annoncé en août 2002 par Peter Hartz, selon lequel les mesures annoncées feraient diminuer le nombre des demandeurs d'emploi de deux millions. C'est un impératif d'économies qui détermine l'action de l'administration comme des entreprises. Cet impératif trouve une consécration universitaire dans la thèse néolibérale selon laquelle l'investissement, les emplois et la croissance économique seraient libérés par la baisse des « coûts », c'est-à-dire celle des salaires

14. Texte signé par Blair et Schröder qui présente la modernisation de la social-démocratie en développant l'idée de la « troisième voie » en politique, c'est-à-dire en se situant entre le socialisme et le libéralisme (NdT).

(incarnée dans la mise en place d'un secteur d'emplois à bas salaires, ou *Hartz IV**), et par une baisse drastique de l'impôt des entreprises.

Le déni de la stagnation économique

Au moment de l'annonce de l'*Agenda 2010*, la population avait déjà pendant trois décennies fait l'expérience de la baisse des « coûts » et de la litanie moralisante qui l'accompagnait, laquelle prophétisait l'augmentation de l'emploi et la croissance qui en découleraient. Dans les faits, la population, elle, vivait l'affaiblissement constant de la croissance et de la demande, et la persistance d'un « chômage structurel »¹⁵. Ainsi, entre 1980 et 1997, les profits nets des entreprises avaient augmenté de 119 %, mais les salaires bruts de 20 % seulement. La baisse de la demande entretenait la spirale de réduction des « coûts » impulsée par les entreprises, l'État et le traité de Maastricht qui, depuis 1992, limitait l'endettement de l'État, et cette spirale aggravait la crise.

Le dogme néolibéral qui promettait de tout résoudre par une baisse des salaires occultait le fait que les causes du problème ne résidaient pas dans un manque d'efficacité du travail, mais au contraire dans la forte croissance de la productivité du travail. Dans une politique économique néolibérale, ce surplus peut devenir du superflu, avec une « surproduction » non seulement de marchandises qui ne trouvent pas de demandeurs, mais aussi de capital scolaire, qui perd de sa valeur. D'un côté, la société a besoin de plus en plus de métiers qui exigent formation supérieure, prise de responsabilités individuelles et capacités de coordination. La part des actifs hautement qualifiés (diplômés du supérieur et des instituts de formation professionnelle des personnels d'encadrement [*Fachschulabschluss**)] est passée d'environ 5 % en 1950 à 30,8 % en 1991, et 44,9 % en 2009¹⁶. D'un autre côté, la politique de

15. Karl Georg Zinn, *Wie Reichtum Armut schafft. Verschwendung, Arbeitslosigkeit und Mangel*, Cologne, PapyRossa, 1998, p. 55 et 75.

16. Michael Vester, « Die Zukunft der Arbeitsteilung in hoch entwickelten Ländern: Postindustrielle oder industrielle Dienstleistungsgesellschaft? », in Horst Kahrs (dir.), *Umkämpfter Sozialstaat. Ein Blick auf Klassenstrukturen und Transformationen*, Berlin, Manuskripte – Neue Folge, cahier 4, Fondation Rosa-Luxemburg, 2013, p. 17; Michael Vester (dir.), *Soziale Milieus im gesellschaftlichen Strukturwandel. Zwischen Integration und Ausgrenzung*, Francfort, Suhrkamp, 2001, p. 407-426.

baisse des « coûts » et des « dépenses » fait que le travail est mal rémunéré, y compris celui de certains diplômés. La rhétorique de « l'abolition de la bureaucratie » a également justifié la destruction de nombreux emplois dans les domaines de la science, de la formation, de la santé et du social. Il faut dire aussi à ce sujet que l'ascension sociale vers le groupe des métiers hautement qualifiés et à l'intérieur de ce groupe est fortement ralentie, en comparaison avec d'autres pays.

Alors que le chômage dépassait les deux millions de personnes, dans les années 1980, les luttes pour la redistribution entre les différents groupes qui composent les électors des deux grands partis sont devenues plus âpres. Les salaires, traitements et pensions de retraite sont restés moins importants que les gains réalisés par les employeurs, et même ils stagnent depuis 1997 en dessous de la croissance moyenne du revenu national. Dans le même temps, les classes supérieures, chefs d'entreprise et titulaires de formation universitaire ont pu reprendre leur avantage sur le niveau moyen de revenus et de protection sociale, avantage qu'ils avaient perdu pour partie de 1971 à 1982 avec la stagnation du nombre de diplômés des universités, laissées de côté pendant longtemps. Depuis 1990, 7 % environ d'enfants d'ouvriers ont fait des études supérieures, 25 % d'enfants d'employés, mais 50 % d'enfants des groupes supérieurs. Cette structure d'inégalités a placé l'Allemagne dans une situation où elle comptait environ 11 % de moins d'étudiants obtenant un diplôme universitaire et environ 22 % de plus de personnes ne maîtrisant ni la lecture ni l'écriture¹⁷ que la moyenne des pays européens.

C'est dans ce contexte que la politique de l'*Agenda 2010*, visant à limiter la solidarité envers les malades et les chômeurs, a été comprise par la grande majorité de la population comme un changement de paradigme – le passage d'un État qui garantit une assurance sociale pour tous à un État qui se contente d'assister les plus pauvres.

17. Manfred Prenzel, Jürgen Baumert, Werner Blum et Rainer Lehmann (dir.), *PISA 2003. Bildungsstand der Jugendlichen in Deutschland – Ergebnisse des zweiten internationalen Vergleichs*, Münster, Waxmann, 2004; Eckart Klieme, Cordula Artelt et Johannes Hartig (dir.), *PISA 2009. Bilanz nach einem Jahrzehnt*, Münster-New York-Munich-Berlin, Waxmann, 2010.

Les exigences sociales : entre exclusion et précarité

Les conséquences de cette politique sur l'ensemble de la structure de classe ont suscité deux interprétations opposées. L'image libérale des « enfants gâtés », sur laquelle s'appuie la génération politique actuelle, est encore déterminée par les expériences de jeunesse de cette dernière dans les années 1960 et 1970 – celles de couches moyennes [*Mitte*]¹⁸ très larges, qui auraient vécu dans la prospérité et la sécurité, entourées par des couches supérieures et inférieures très réduites. À cette image indifférenciée des « classes moyennes repues », on oppose souvent l'image d'une tendance généralisée, tout aussi indifférenciée, à la construction d'une « nouvelle classe inférieure » déqualifiée, appauvrie et victime de la flexibilisation du travail, de l'aliénation ou encore de la rupture des liens de solidarité interpersonnels. Ce scénario s'approche des récits catastrophistes du XIX^e siècle.

À l'inverse de ce récit, la population allemande a fait preuve d'une véritable capacité d'adaptation. L'énorme évolution structurelle technologique et économique de l'ancienne République fédérale¹⁹ en est un exemple. Au cours de cette évolution, les 9/10^e des 15 millions de personnes vivant de l'agriculture ont dû se reconvertir dans l'industrie et les services – de 1950 à 2000, le nombre d'actifs dans l'agriculture est passé de 25 % à 2,5 %. La population vivant de l'industrie et de l'artisanat est passée durant cette période de 24 à 30 millions, avant de revenir à environ 20 millions. La proportion d'actifs dans l'industrie est passée d'environ 40 % à 50 %, avant de baisser à moins de 35 %. Chaque fois, il s'agissait de s'adapter à de nouveaux métiers, à des parcours professionnels ou de formation différents, et encore à de nouveaux lieux de vie. Cette performance n'aurait pas été possible sans la prise en charge institutionnelle de certains risques de l'existence : État social, droits syndicaux, système public de formation et santé, logement, réseaux de transport.

L'actuelle dérégulation de la protection sociale touche la population au moment où elle se trouve dans une situation où on exige d'elle de

18. Voir note 11 p. 19.

19. Rainer Geißler, *Die Sozialstruktur Deutschlands*, Wiesbaden, VS, 2008 ; Michael Vester, « Die Zukunft der Arbeitsteilung in hoch entwickelten Ländern: Postindustrielle oder industrielle Dienstleistungsgesellschaft? », in Horst Kahrs (dir.), *Umkämpfter Sozialstaat*, op. cit.

nouvelles adaptations considérables. Les études de cas restituées dans ce livre se concentrent sur celles et ceux dont les stratégies, les pratiques, les croyances sont prises à revers par cette dérégulation, et qui se retrouvent souvent dans des situations où ce qu'on exige d'eux relève d'une mission impossible. Pour autant, ce ne sont pas des « victimes » désarmées : elles résistent, esquivent, inventent au sein d'une société dont les lignes de clivage se recomposent.

La carte des milieux qui est présentée à la page suivante résume les résultats d'une enquête quantitative sur les formes de stratification sociale dans l'Allemagne au tournant du millénaire²⁰. Les milieux des classes salariées moyennes et « respectables²¹ » de la population ont gardé un potentiel de mobilisation significatif en tant que « contre-pouvoir », comme le montre la fréquente réapparition de mouvements sociaux. Sur ce point, ils se différencient principalement des milieux durablement défavorisés qui, par manque de ressources en capital économique, culturel et social, doivent biaiser et chercher le soutien de plus puissants. C'est cette différenciation interne des milieux populaires qui doit être plus précisément analysée.

La situation sociale des couches moyennes salariées dites « respectables » de la société (environ deux tiers de la population) se modifie constamment depuis les années 1970. Pendant les années de croissance, la plupart des couches moyennes salariées (pas seulement leur fraction la plus aisée) ont joui d'un emploi stable et d'une hausse de revenus. Aujourd'hui il n'est plus question – si cela a jamais existé un jour – de « couches moyennes repues » : la répartition des revenus prend la forme d'un sablier, avec les revenus des groupes sociaux supérieurs qui s'écartent fortement de ceux des couches moyennes. Ainsi s'explique l'« amincissement » des couches moyennes dans la structure sociale.

L'image du sablier indique une situation de pénurie, d'insécurité, de pression. Elle ne signale pas du tout la disparition des couches

20. Michael Vester, « Milieus und soziale Gerechtigkeit », in M. Rainer Lepsius et Karl Ulrich Meyer (dir.), *Deutschland Trendbuch. Fakten und Orientierungen*, Opladen, Leske + Budrich, 2002.

21. La nomenclature utilisée est d'usage courant en Allemagne. Si les termes de respectabilité, de tradition, de modernité, etc. peuvent apparaître normatifs au lecteur français, il convient de signaler qu'ils constituent le fondement de la cartographie du monde social allemand telle qu'elle a été diffusée notamment par des organismes de marketing. L'effort de Michael Vester consiste à en proposer un usage sociologique (NdT).

moyennes ou leur chute dans la misère matérielle et morale. Voir dans ce qui se passe aujourd'hui le retour du scénario d'un « appauvrissement » général comme au XIX^e siècle revient à oublier que la grande majorité des salariés ne sont plus, depuis longtemps, des prolétaires impuissants, peu qualifiés, intéressés seulement par les aspects matériels, et démoralisés. Ils appartiennent bien plutôt à des milieux différenciés, bien qualifiés, qui connaissent leurs droits et les défendent. Dans l'ensemble, la répartition verticale de la société en trois parties (que l'on peut voir dans le schéma) se renforce en raison de l'augmentation des risques : tout d'abord, les conditions sociales des milieux de la bourgeoisie supérieure (à peine 20 %) se détachent de plus en plus de la moyenne ; ensuite, les conditions sociales des milieux salariés et populaires « respectables » (environ 65 %) stagnent et sont de moins en moins assurés ; et enfin les couches populaires défavorisées (environ 15 %), qui sont perdantes dans le processus, s'éloignent de plus en plus de conditions d'existence des groupes sociaux « respectables ».

Sous l'effet de la politique du gouvernement rouge-vert, cette partition de la société se renforce. Qui plus est, elle se conjugue avec les discriminations subies par les femmes, les étrangers, les personnes âgées, les non-qualifiés ou les habitants de certaines régions économiquement faibles – et il faut surtout signaler ici l'ex-Allemagne de l'Est. En outre, certaines fractions des couches moyennes se retrouvent aussi dans des situations de pauvreté et de chômage – c'est la définition de la « précarité » ou du « recul de la prospérité²² » –, même si cela peut n'être que de manière temporaire. En ce cas, les individus issus des couches moyennes envisagent ce déclin sans le fatalisme des milieux défavorisés, qui acceptent l'instabilité et la précarité comme un destin. La résistance vient donc moins des plus exclus que de la classe moyenne mise sous pression et consciente que son statut est menacé, ce statut qu'elle avait acquis par le travail et conquis par les luttes dans l'histoire de la République fédérale. C'est aussi pour ces raisons qu'elle prend ses distances avec les deux grands partis.

En 2005, la répartition de la population dans ces trois grandes catégories se reflète dans la répartition des revenus (même si des

22. Werner Hübinger, *Prekärer Wohlstand. Neue Befunde zu Armut und sozialer Ungleichheit*, Freiburg-en-Brisgau, Lambertus, 1996.

distinctions existent au sein des catégories). Tel est le résultat de la recherche d'Olaf Groh-Samberg²³ sur les données du panel socio-économique de l'Institut allemand de recherche économique (DIW). Seules 45,9 % des personnes ont, à la fois, des revenus aisés, avec 131,8 % du revenu médian, et appartiennent à des groupes stables, peu affectés par le risque de précarité ; 26,1 % des personnes ont une situation instable tout en touchant des revenus décents (89 % du revenu médian). Le risque croissant auquel les individus de ce groupe sont soumis explique que, plus le nombre de pauvres augmente, plus ce groupe se rétracte. Parmi les 28 % des personnes cumulant revenus bas et instabilité, 8,4 % étaient installées dans la pauvreté (43,1 % du revenu médian), 10,1 % étaient en situation précaire (60,9 % du revenu médian, juste au-dessus du seuil de pauvreté²⁴), 5,7 % étaient périodiquement en dessous du seuil de pauvreté et 3,8 % subissent une pauvreté partielle (relativement à leur situation de logement, de consommation, d'épargne ou de travail).

Ce qui menace alors les salariés aux revenus moyens, c'est moins la chute dans la pauvreté que celle, relative, dans la précarité ; parmi eux, des personnes qui ont une bonne formation se retrouvent dans des secteurs d'« emplois atypiques » (bas salaires, intérim, emplois à durée déterminée, à temps partiel, etc.), lesquels représentent jusqu'à 38 % des actifs (selon les données de 2008 du Conseil d'experts). En 2008, l'Institut de recherche économique (DIW) diagnostique une « régression de la couche moyenne » : « La part des groupes de revenus médians²⁵ [...] a reculé de 62 % en 2000 à 54 % en 2006. Corrélativement, la part de la population qui est marginalisée dans la répartition des revenus a augmenté et, dans ce mouvement, la mobilité descendante a été plus marquée²⁶. »

23. Olaf Groh-Samberg, « Armut in Deutschland verfestigt sich », *Wochenbericht des DIW*, 12, Berlin, 2007, p. 179.

24. À 60 % du revenu médian (NdT).

25. L'auteur fait référence à une construction de Markus M. Grabka et Joachim Frick. Ce qui est visé est la catégorie de ceux qui perçoivent un revenu situé entre 70 % et 150 % du revenu médian, considérée par Grabka et Frick comme les « couches moyennes » (NdT).

26. Markus M. Grabka, Joachim R. Frick, « Schrumpfende Mittelschicht – Anzeichen einer dauerhaften Polarisierung der verfügbaren Einkommen? », *Wochenbericht des DIW*, 10, Berlin, 2008, p. 101-108.

Les réformes *Hartz IV* introduites début 2005 ont contribué à étendre la pauvreté. Le montant mensuel de l'*ALG II** est inférieur d'environ 60 euros au seuil de pauvreté – ou encore plus bas, quand les intéressés doivent avoir recours à leurs réserves propres²⁷. Les quelques 300 000 *jobs à un euro** pendant dix mois, qui devaient favoriser la réinsertion, ne dépassent ce seuil que de 50 euros environ. Dans l'ensemble, comme le dit Peter Wahl dans le *Tageszeitung* (du 15 janvier 2005), « en Allemagne, la coalition rouge-verte précipite entre deux et trois millions de personnes dans une pauvreté organisée par l'État ».

En dehors des secteurs « à bas salaire », les salariés connaissent une stagnation de leurs revenus. L'existence d'accords de branche n'a pas empêché les salaires de baisser. D'abord, parce que ces accords, flexibilisés depuis longtemps, tolèrent des accords d'entreprise moins favorables. Ensuite, parce que les petites entreprises n'ont, pour la plupart, pas d'accord salarial, et la situation y est donc encore plus mauvaise²⁸. À côté de cela, plus d'un cinquième des actifs doit se contenter de bas salaires, qui représentent moins de 75 % du salaire moyen pour un emploi à plein temps. Souvent, les salaires de dumping des travailleurs étrangers sont utilisés comme argument pour baisser ceux des autres. À cela, il faut ajouter le travail à temps partiel, avec ses garanties sociales moindres, qui a doublé depuis 1985 pour concerner environ 20 % des emplois, notamment des femmes.

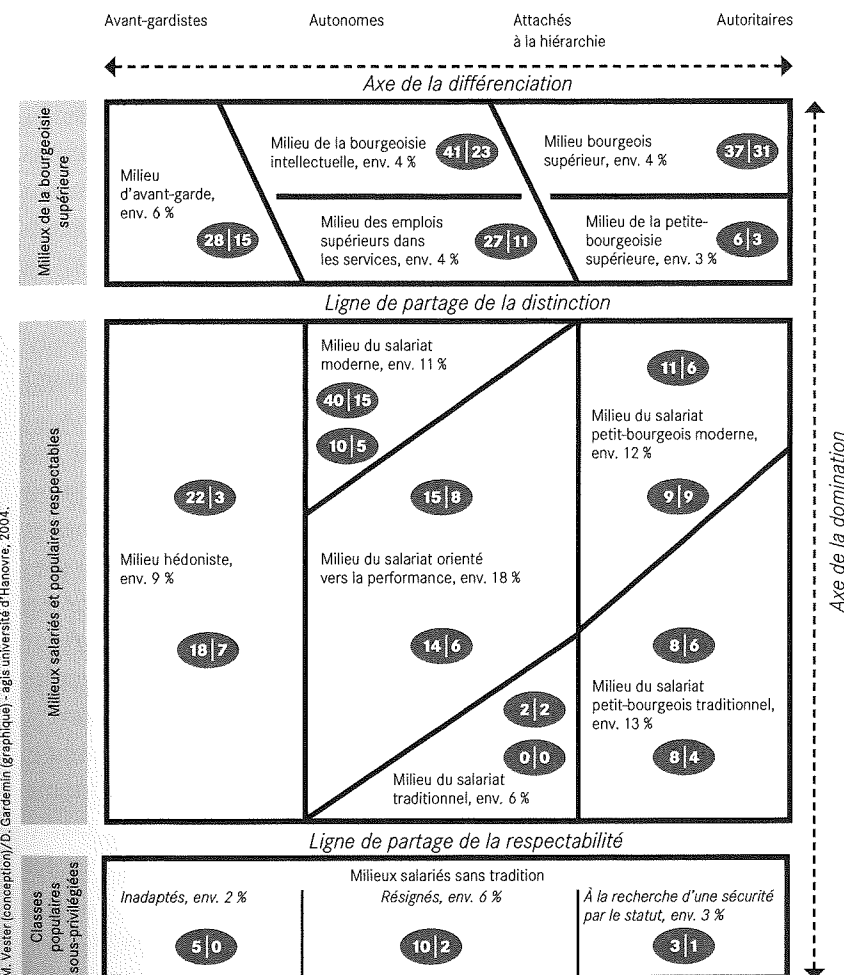
On ne peut pas parler d'une « érosion » naturelle des conditions de travail normales ou d'une expansion de l'« anomie ». Certes, de 1983 à 2003, la part des emplois « normaux » (CDI à temps plein) a baissé de 72 à 63 % de la population active salariée. Cependant, l'augmentation du travail à temps partiel (hors petits boulots²⁹), qui double pour passer de 10 à 20 %, en est la seule cause. Le pourcentage des autres types d'emploi a plutôt tendance à stagner, tout comme celui des personnes qui n'ont que des « petits boulots » comme unique source

27. L'attribution et le montant de l'*ALG II* dépendent des ressources personnelles, et ne sont donc pas un droit lié à la situation de chômage.

28. Les entreprises qui ne sont pas membres du syndicat de leur branche ne sont pas obligées d'appliquer les accords sur les salaires (NdT).

29. Par « petits boulots » [*geringfügige Beschäftigung*], on entend tout le secteur qui comprend les *Minijobs**, les jobs à 400 euros, etc., soit à bas niveau de rémunération, soit de courte durée, sans assurance sociale et avec une fiscalité différente des « emplois normaux » (NdT).

MILIEUX SOCIAUX ET HIÉRARCHISATION SCOLAIRE EN ALLEMAGNE DE L'OUEST EN 2003



Données sur la formation : *baccalauréat* (bac professionnel inclus)/*diplôme universitaire* (instituts supérieurs professionnels inclus) en pourcentage des individus appartenant au groupe en Allemagne de l'Ouest en 1991 [Moyenne : 15,1 %/7,7 %]. Sortis sans diplômes des lycées et *Realschulen* : 8,8 % (1991). Exemple de lecture : dans la fraction supérieure du salariat moderne, env. 40 % des individus sont titulaires du baccalauréat général ou professionnel et env. 15 % d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

Sources statistiques de la composition des milieux et des formations : échantillon représentatif (n=2699) de la population de langue allemande de plus de 14 ans en 1991 (d'après M. Vester et alii, *Soziale Milieus im gesellschaftlichen Strukturwandel*, Francfort-sur-le-Main, 2001 ; reformulation des désignations des milieux en fonction d'une réévaluation différente de cet échantillon (in W. Vögle et alii (dir.), *Soziale Milieus und Kirche*, Würzburg, 2002) ; projection sur les milieux en 2003 (d'après Sigma-Sozialwissenschaftliches Institut für Gegenwartsfragen, *Die sozialen Milieus in der Verbraucheranalyse*, www.sigma.online.de, 22-09-2003).

de revenus (stable autour de 6 % de la population active). Parmi cette dernière catégorie, 3 % reçoivent l'aide de leur famille. Les entrepreneurs indépendants sans salariés se situent aux alentours de 5 % de la population active, et enfin les indépendants avec salariés autour de 5 %.

Le déplacement de la hiérarchie des privilèges reflète les évolutions des secteurs économiques. Les forces de travail libérées par l'accroissement de la productivité dans l'industrie affluent dans le secteur des services. Celui-ci ne peut pas, loin s'en faut, accueillir durablement tous ceux qui ont été débauchés de l'industrie, à moins d'envisager la réduction du temps de travail comme alternative au chômage. D'un autre côté, les emplois disponibles dans ce secteur ne sont pas principalement des emplois à niveaux de qualification et revenus moyens : ce sont plutôt des emplois soit hautement qualifiés, soit très faiblement qualifiés, d'ailleurs surtout féminins.

Dans ce secteur des services, le bas de la hiérarchie n'est pas seulement composé d'emplois précaires : on y trouve aussi des emplois stables mais sous-payés, principalement dans un secteur de la santé et du social en expansion bien plus rapide que celui des technologies de l'information. Comme ces métiers sont accessibles en partie en passant par les universités et les écoles d'enseignement supérieur professionnel [*Fachhochschulen**], et pour partie aussi en passant par les organismes de formation professionnelle pour adulte [*Fachschulen**], le système classique de formation en alternance ou en apprentissage, lié à l'industrie et à l'artisanat, perd aussi du terrain. Dans le même temps, la division du travail selon le sexe se transforme : en raison de la désindustrialisation, beaucoup d'hommes s'orientent vers les services sociaux ou de santé.

En haut de la hiérarchie du secteur des services, on observe une dévalorisation des compétences. Les formations professionnelles, en apprentissage ou en alternance, ne conduisent désormais plus qu'à des « semi-professions³⁰ », alors que ce sont elles qui connaissent la plus forte croissance pour les salariés qualifiés. Les métiers en expansion du social et de la santé en sont une illustration. Aux Pays-Bas ou en Suède, ces métiers

30. Le concept de semi-profession est utilisé pour signaler des métiers connaissant un processus d'institutionnalisation et d'autonomisation faible, ayant des effets sur les formations, les savoirs spécifiques ou le prestige (NdT).

présupposent des formations supérieures. Par exemple, si les infirmières exécutent des tâches médicales, elles les apprennent, en Allemagne, sur le tas, alors qu'en Suède, cet apprentissage est inclus dans leurs études.

Dans les comparaisons internationales, la place dans la hiérarchie sociale commande de plus en plus les chances d'accès aux formations et à l'emploi. Cela constitue un obstacle tant à la croissance économique qu'à la justice sociale. Il s'agit d'un gaspillage des ressources sociales procédant de mécanismes de régulation économique et politique dépassés, puisqu'ils avaient été constitués lors de la révolution industrielle, lorsque capital économique et culturel étaient rares³¹.

Une contradiction : la formation, une force productive dévalorisée

En République fédérale, la part des emplois qualifiés et à responsabilité s'est beaucoup développée depuis 1950, passant de 5 % à 45 % environ. Il s'agit non seulement d'emplois prestigieux demandant des formations universitaires, mais aussi de postes faisant appel à des qualifications non universitaires ou semi-universitaires, comme les « semi-professions » techniques, administratives ou médico-sociales peuplant les couches sociales moyennes [*soziale Mitte*]. Cette importante augmentation des métiers hautement qualifiés apparaît toutefois, dans les comparaisons internationales, nettement plus lente en raison de l'organisation du système éducatif allemand³². Les professions demandant une formation universitaire augmentent, passant de 10,1 % à 18,9 % des actifs entre 1991 et 2009, moins que dans d'autres pays comparables. Il en va de même pour les « semi-professions », généralement liées à un passage par les organismes de formation professionnelle, s'accroissant de 20,7 % à 26 %. Cette progression est aussi plus lente que dans d'autres pays comme la Suède.

31. John Kenneth Galbraith, *L'Ère de l'opulence*, Paris, Calmann-Lévy, 1961.

32. Michael Vester, « Postindustrielle oder industrielle Dienstleistungsgesellschaft: Wohin treibt die gesellschaftliche Arbeitsteilung? », *WSI Mitteilungen*, 64/12, décembre 2011 ; Michael Vester, « Die Zukunft der Arbeitsteilung in hoch entwickelten Ländern: Postindustrielle oder industrielle Dienstleistungsgesellschaft? », in Horst Kahrs (dir.), *Umkämpfter Sozialstaat*, op. cit., p. 8-29.

On peut également remarquer cette lenteur du développement des emplois hautement qualifiés dans la carte des milieux sociaux (voir schéma p. 33). Pour chaque milieu et en partie pour les sous-groupes qui les composent, ce schéma montre deux chiffres entourés en ovale qui indiquent le diplôme le plus élevé obtenu. Le premier chiffre donne le pourcentage de personnes qui ont terminé le lycée général et ont ainsi pu effectuer des études supérieures. Le second chiffre donne le pourcentage de personnes qui ont effectivement un diplôme sanctionnant des études supérieures. On peut tirer deux conclusions de ces indicateurs. D'une part, il y a une forte hiérarchisation : les classes supérieures accèdent à des niveaux de qualification bien plus élevés. D'autre part, on note qu'au sein des « milieux salariés et populaires respectables », le « milieu du salariat moderne » se caractérise par un niveau de diplôme secondaire encore plus élevé (ce que confirment les études Pisa). Mais, au sein de ce milieu, les diplômes du secondaire sont plus rarement utilisés pour accéder aux études supérieures. Toutefois, cela n'est pas l'expression d'une polarisation sociale ou d'une exclusion pour les couches moyennes. Dans les « milieux salariés et populaires respectables », la proportion de détenteurs de diplômes « moyens » s'accroît et ces couches moyennes n'accèdent pas aux niveaux de diplôme les plus élevés autant que les milieux bourgeois. Les salariés des classes moyennes jouissent bien d'un niveau de qualification plus important que par le passé, mais ces qualifications sont ajustées à leur niveau professionnel. Ces constats vont à l'encontre de la thèse d'une inflation scolaire généralisée, qui serait à mettre au compte d'une ambition démesurée, « déconnectée » des besoins de l'économie³³.

L'organisation du système éducatif est très hiérarchisée. Comme dans une société corporatiste, les enfants sont orientés très tôt vers des formations qu'ils peuvent difficilement quitter. La sélection éducative est un « tri »³⁴ qui opère une séparation selon l'appartenance à des groupes

33. Voir Walter Müller, « Erwartete und unerwartete Folgen der Bildungsexpansion. », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 38, 1998, p. 81-112 ; Michael Vester, « Die ständische Kanalisierung der Bildungschancen », in Georg Werner (dir.), *Soziale Ungleichheit im Bildungssystem. Eine empirisch-theoretische Bestandsaufnahme*, Constance, UVK, 2006, p. 13-54.

34. Walter Müller, « Erwartete und unerwartete Folgen der Bildungsexpansion », art. cit.

sociaux préexistants. Dans les histoires de vie, cette sélection commence par des « tris d'entrée », qui orientent très tôt les enfants d'étrangers et des milieux défavorisés dans des voies qui mènent aux qualifications les plus basses et à des emplois instables, qui préparent les enfants de milieu moyen à des métiers pratiques au prestige limité, qui orientent les femmes, en vertu de dons qui leur seraient propres, dans des voies professionnelles peu prestigieuses, etc. Ce sont surtout les groupes d'âge moyen et ceux qui ont des qualifications professionnelles moyennes qui font l'expérience des « modifications des tris initiaux », au hasard de l'abandon ou du changement de formation et de cursus d'études, ou bien à l'occasion du chômage temporaire et de la perte de statut qu'il entraîne. Les plus de 50 ans sont particulièrement touchés par le « tri à la sortie », avec un chômage environ deux fois plus élevé que la moyenne, et les milieux faiblement qualifiés le sont aussi, avec un taux largement supérieur à la moyenne, 40 % d'entre eux se retrouvant au chômage de longue durée.

Le coup d'arrêt donné au développement des forces productives, effet du retour politique au paradigme de la pénurie du début de l'ère industrielle (bas salaires, dérégulation de l'État social, privilèges accordés aux gagnants) s'exprime, de manière significative, dans le ralentissement de l'expansion de la formation. La « surproduction » de cursus élevés ne conduit pas à une prolétarianisation des mieux formés. Elle mène, au contraire, à une concurrence accrue dans laquelle les perdants descendent généralement d'un palier dans l'échelle hiérarchique à chaque défaite. Dans cette chaîne, ce sont les membres situés le plus bas, le plus souvent sans ressources et sans reconnaissance sociale, qui sont mis à l'écart.

Les chapitres de ce livre regroupent des trajectoires qui décrivent cet enchaînement : les petits déclin d'un salariat de plus en plus dérégulé (première partie, « Un monde du travail en miettes »), les déclassés en ex-Allemagne de l'Est, amortis exclusivement par un État providence en rétraction (deuxième partie « La réunification : témoignages sur une rupture »), le déclin des chances d'accès à l'éducation, lié aux barrières culturelles et institutionnelles qui, selon l'origine sociale, privilégient les milieux supérieurs et enferment les milieux

les moins privilégiés dans le cercle vicieux de l'indifférence (troisième partie, «Aiguillages»); la marginalisation de ceux qui produisent un discours alternatif sur la société (quatrième partie, «Producteurs de sens et production culturelle»); l'assignation de certaines personnes aux périphéries ethnique, régionale ou sociale en raison de phénomènes de violence symbolique des dominants d'une société hyper-individualisée (cinquième partie, «Aux marges»)

Traduction par Claudine Girod, Anaïs Cretin et Karim Fertikh

PREMIÈRE PARTIE

Un monde du travail en miettes